Des réfugiés burundais partagent leur histoire douloureuse

International Crisis Group, 25 OCTOBER 2016 RÃ©fugiÃ©s burundais : la vie en exil Les conditions de vie des rÃ©fugiÃ©s burundais varient selon leurs ressources et la politique du pays dâ€™accueil. Pour quelques-uns, des opportunitÃ©s se crÃ©en ; pour la majoritÃ©, le quotidien est synonyme dâ€™attente. Cet article, le deuxiÃ¨me dâ€™une sÃ©rie de trois, retrace des trajectoires bouleversÃ©es tandis que les ruptures se superposent â€“ sociales, Ã©conomiques, scolaires. Ils sont Hutu, Tutsi ou Twa, viennent de la capitale ou de lâ€™intÃ©rieur du Burundi, et sont issus de tous les milieux sociaux. La plupart de ces rÃ©fugiÃ©s vivent en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda ou en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC).

Leurs conditions de vie varient beaucoup selon leurs ressources, la politique du pays dâ€™accueil, et sâ€™ils vivent dans des camps de rÃ©fugiÃ©s fermÃ©s, des sites ouverts ou en milieu urbain. Leurs demandes sont parfois antagonistesÂ : dÃ©sir de sÃ©curitÃ© et de libertÃ©Â ; besoin dâ€™assistance et quÃªte dâ€™autonomie. Pour quelques-uns, des opportunitÃ©s se crÃ majoritÃ©, le quotidien est devenu synonyme dâ€™attente. Partout les ruptures se superposent â€“ sociales, Ã©conomiques, scolaires â€“ entrainant pauvretÃ© et frustrations. Et partout, les menaces des hommes du rÃ©gime de Bujumbura continuent dâ€™inspirer la peur, crÃ©ant un climat de suspicion. Ce texte, le deuxiÃ¨me dâ€™une sÃ©rie de trois, donne la parole Ã des rÃ©fugiÃ©s burundais pour quâ€™ils racontent leur quotidien et les stratÃ©gies de survie quâ€™ils ont dÃ©veloppÃ©es en ex autres rÃ©cits, ils Ã©voquent les raisons et les conditions de leur fuite, ainsi que la faÃ§on dont ils envisagent lâ€™avenir. Cett enquÃªte est le fruit de plus de 50 entretiens menÃ©s entre fÃ©vrier et aoÃ»t 2016 en Tanzanie, en Ouganda, en Belgique, au Kenya et au Rwanda. Certains se sont dÃ©roulÃ©s en kirundi, avec lâ€™aide dâ€™un interprÃ¨te. Une prÃ©paration minuti Ã©tÃ© nÃ©cessaire pour avoir accÃ¨s aux camps et rencontrer des rÃ©fugiÃ©s sans compromettre leur sÃ©curitÃ©. Les tÃ©moignages sÃ©lectionnÃ©s illustrent la diversitÃ© des parcours des exilÃ©s burundais ; ils dÃ©voilent des expÃ©riences douloureuses et rÃ©vÃ¨lent leur dÃ©sir de tirer la sonnette dâ€™alarme face Ã la violence du conflit qui frappe leur pays.

Laurence En Ouganda, au camp de Nakivale qui rassemble prÃ¨s de 120 000 rÃ©fugiÃ©s venus de diffÃ©rents pays, la vie est Â«Â trÃ¨s difficileÂ Â» confie Laurence, 30 ans. ElÃ©gamment vÃªtue, cette ancienne Ã©tudiante de la classe moyenne doi aujourdâ€™hui se battre pour survivre. Â«Â La nourriture quâ€™on nous distribue ne suffit pas.Â Il faut de lâ€™argent pour ac la farine, des mÃ©dicaments. Si tu vas chez le mÃ©decin et que tu nâ€™as pas dâ€™argent, il te soigne avec du paracÃ©tam cette mÃ¨re de famille qui a quittÃ© Bujumbura en septembre 2015. Lâ€™accÃ¨s Ã lâ€™eau potable est aussi une prÃ©occup permanente. Lâ€™eau du lac Nakivale comme celle des rÃ©servoirs doit Ãªtre bouillie ; or le bois fait dÃ©faut dans ce camp Ã©tabli en 1958, Ã©tendue aride de 185 kilomÃ¨tres carrÃ©s, et le charbon coÃ»te cher. Les rÃ©fugiÃ©s de Nakivale peuven travailler au sein du camp ou au-delÃ , conformÃ©ment Ã la politique dâ€™accueil ougandaise (2009) qui leur ouvre le droit au travail, Ã la propriÃ©tÃ©, Ã la libertÃ© de mouvement et Ã la culture des terres. Le modÃ¨le des camps ouverts mise sur lâ€™autonomisation et lâ€™intÃ©gration des rÃ©fugiÃ©s Ã la population locale et offre une assistance humanitaire relativeme limitÃ©e. Si ce modÃ¨le attire les exilÃ©s dÃ©sireux de conserver leur libertÃ©Â de mouvement et de travail, il convient peu au personnes vulnÃ©rables, nombreuses parmi les rÃ©fugiÃ©s. Quelques initiatives solidaires voient le jour, comme lâ€™associat de la CommunautÃ© estudiantine des Burundais de Nakivale (Cebuna), crÃ©Ã©e en 2016 et qui propose un soutien en anglais pour aider les rÃ©fugiÃ©s Ã trouver du travail en Ouganda. Mais les obstacles Ã lâ€™emploi sur le marchÃ© du travai local, dÃ©jÃ engorgÃ©, restent nombreux. Pour certaines femmes, la prostitution est le dernier recours. Â«Â Tu as le choix entre retourner au Burundi et mourir, ou faire la puteÂ Â», rÃ©sume Laurence. La jeune femme sâ€™inquiÃ¨te aussi pour lâ€™Ã©ducation de sa fille. Â«Â Les Ã©coles du camp nâ€™offrent pas une bonne instruction. Il nâ€™y a pas dâ€™avenir pou iciÂ Â». Selon Laurence, la corruption est largement rÃ©pandue dans le camp et concerne aussi bien la dÃ©livrance de documents que la distribution de nourriture : Â«Â Pour nâ€™importe quel papier, on te demande de lâ€™argent ! Or si tu nâ€™ la carte alimentaire, tu nâ€™as pas Ã manger. Des aliments destinÃ©s aux rÃ©fugiÃ©s comme le sucre, le sel, le riz ou lâ€™ sont aussi dÃ©tournÃ©s et vendusÂ Â». Laurence souligne que beaucoup nâ€™osent pas se plaindre aux responsables car ils croient impliquÃ©s. Comme beaucoup de ses concitoyens, Laurence Â«Â ne se sent pas en sÃ©curitÃ©Â Â» Ã Nakivale. Â«Â des ImbonerakureÂ [la ligue des jeunes du parti au pouvoir, devenue une vÃ©ritable milice]. On mâ€™a dit quâ€™on en avait a 30 mais quâ€™ils avaient Ã©tÃ© relÃ¢chÃ©sÂ Â». RÃ©sultat, Â«Â la mÃ©fiance est de mise entre les rÃ©fugiÃ©s burundais. pas trÃ¨s facilement, on fait attention Ã ce quâ€™on dit, parce quâ€™on ne peut pas reconnaitre les ImbonerakureÂ Â». Les violences sexuelles sont une autre source dâ€™insÃ©curitÃ© dans le camp, selon cette femme. Â«Â Ã‡a peut arriver si tu te dÃ©places seule. Les distributions de nourriture ont parfois lieu trÃ¨s loin. Il vaut mieux sâ€™y rendre avec quelquâ€™unâ€¦Â Â Michel Michel, 29 ans, a quittÃ© le Burundi en dÃ©cembre 2015 avec son Ã©pouse et leur fils de deux ans. Â«Â Notre vie est misÃ©rableÂ Â», dÃ©plore cet ancien chef dâ€™entreprise de Bujumbura, Ã©galement rÃ©fugiÃ© Ã Nakivale en Ouganda. Â veux, tu trouves un travail Ã Nakivale : faire des briques, cultiver un lopin de terre â€¦ Mais pour des gens qui ont Ã©tudiÃ©, gagner sa vie comme Ã§a constitue une forme dâ€™humiliation. Câ€™est un grand gÃ¢chis pour les jeunes. Ã‡a ne va pas bie dans leur tÃªteÂ Â». De nombreux rÃ©fugiÃ©s ressentent Â«Â une grande dÃ©tresseÂ Â» Ã Nakivale selon Michel.Â Â« Je co beaucoup de gens traumatisÃ©s. Ils sont violents, suicidaires, se mettent Ã consommer de la drogue. RÃ©cemment, un jeune a tout cassÃ© dans un bar. Il y a aussi un gros problÃ¨me dâ€™alcoolisme dans le camp. Et lâ€™accÃ¨s Ã lâ€™aide psychologique, dÃ©jÃ limitÃ©e, est rendu difficile par la barriÃ¨re de la langueÂ Â». Avant de fuir le Burundi, Michel Ã©tait act au sein dâ€™un parti dâ€™opposition. AccusÃ© dâ€™avoir organisÃ© les manifestations dans son quartier, il est arrÃªtÃ© en reste Â«Â 123 jours Ã la DocumentationÂ Â» (siÃ¨ge du Service national de renseignement burundais, SNR), sans procÃ¨s. Il y subit des mauvais traitements. Le jeune homme craint aussi pour sa sÃ©curitÃ© en Ouganda.Â Â« Les empoisonnements sont le problÃ¨me numÃ©ro un Ã NakivaleÂ Â».Â Â« Le camp Ã©tant ouvert, il y a beaucoup de va-et-vient â€¦ Il faudrait renfo la sÃ©curitÃ© pour vÃ©rifier qui entre et qui sort Â», dit-il. Â« Un jour un Imbonerakure sâ€™est fait passer pour quelquâ€™u les albinos. Il avait tuÃ© les gens de KabeziÂ [une commune de la province de Bujumbura rural]Â et menacÃ© un ami. Nous avons menÃ© une enquÃªte et identifiÃ© treize Imbonerakure Ã Nakivale. Nous en avons informÃ© les autoritÃ©s du camp, o attend de voir leur rÃ©action. En gÃ©nÃ©ral, dÃ¨s que les Imbonerakure se savent repÃ©rÃ©s, ils partentÂ Â». Michel voudra reprendre le contrÃ´le de sa vie et participer au destin du pays. FrustrÃ© par sa condition actuelle et lâ€™impunitÃ© qui rÃ¨gne

au Burundi, il envisage de prendre les armesÂ Â« si rien nâ€™est fait Â».Â Â«Â Jâ€™ai dÃ» porter les cadavres de dix-sept de
amis Ã BujumburaÂ Â», confie-t-il la gorge serrÃ©e. Â«Â Tout Ã§a mâ€™a changÃ© â€¦Â Â». Selon lui,Â Â« depuis Nakivale
de savoir comment rejoindre la rÃ©bellion. Mais de plus en plus de jeunes aimeraient ; mÃªme des filles. Aujourdâ€™hui les
jeunes ne peuvent plus accepter que les vieux continuent la politique, tandis quâ€™eux continuent Ã mourirâ€¦Â Â». Isidore
Isidore, 40 ans, est rÃ©fugiÃ© au camp de Mtendeli en Tanzanie, avec son Ã©pouse et leurs trois jeunes enfants. Il dÃ©pend
entiÃ¨rement de lâ€™aide humanitaire. Câ€™est le cas de la majoritÃ© des rÃ©fugiÃ©s de ce camp fermÃ©, rÃ©ouvert en jan
qui accueille plus de 50 000 des 169 000 rÃ©fugiÃ©s burundais enregistrÃ©s en Tanzanie et oÃ¹ les opportunitÃ©s de travail
sont quasiment inexistantes. Parmi les aÃ®nÃ©s, certains sont en exil pour la deuxiÃ¨me, troisiÃ¨me ou cinquiÃ¨me fois de
leur vie. La majoritÃ© est toutefois constituÃ©e de jeunes, les moins de dix-huit ans formant 57 pour cent de la population
du camp. Le quotidien Ã Mtendeli, oÃ¹ seuls quelques arbres rompent lâ€™alignement des tentes familiales, ressemble Ã une
lente rÃ©pÃ©tition du jour prÃ©cÃ©dent. Isidore y dÃ©crit des conditions de vie particuliÃ¨rement rudes. Â« On ne mange que
la pÃ¢te de maÃ¯s et des haricots. On nous donne un savon tous les deux mois. Lâ€™accÃ¨s aux soins de santÃ© est
insuffisant et il y a une pÃ©nurie de mÃ©dicaments. MÃªme quand le mÃ©decin prescrit quelque chose, il est difficile de
lâ€™obtenir Ã la pharmacie. Les diabÃ©tiques, les malades du SIDA sont condamnÃ©s ... A lâ€™hÃ´pital, les corps peuvent
trois jours dans la mÃªme salle que les malades. Il nâ€™y a pas de morgue Â». Isidore se dÃ©place en bÃ©quilles depuis quâ€
Ã©tÃ© blessÃ© Ã la jambe dans une rixe, en 1994. Â« On mâ€™a promis de mâ€™opÃ©rer mais je ne sais pas quand â€¦ Â
intervention lui permettrait peut-Ãªtre de retrouver lâ€™usage de ses jambes et de subvenir aux besoins de sa famille.
TÃ©moin de la lassitude et de la frustration de beaucoup, Isidore est Â« convaincu que les Hutu comme les Tutsi dâ€™ici vont
prendre les armes ; les gens ne peuvent plus supporter de vivre dans ces conditions Â». Il laisse entendre que certains
auraient dÃ©jÃ rejoint lâ€™opposition armÃ©e : Â« Des jeunes sont arrivÃ©s rÃ©cemment et sont repartis le lendemain ! On n
pas oÃ¹ â€¦ Â». Â«Â Au camp de Mtendeli, toute rencontre en groupe est interdite aux rÃ©fugiÃ©s.Â Â» Au camp de Mtende
toute rencontre en groupe est interdite aux rÃ©fugiÃ©s â€“ notamment pour Ã©viter le dÃ©veloppement dâ€™activitÃ©s politiq
officiellement dÃ©couragÃ©es voire interdites dans les camps. Cette rÃ¨gle, commune dans les pays dâ€™accueil, vise Ã
protÃ©ger la sÃ©curitÃ© nationale ouÂ Ã prÃ©server les relations avec le pays dâ€™origine des rÃ©fugiÃ©s. Ce genre derest
vÃ©cu comme une oppression pour certains, dâ€™autant plus que la libertÃ© de mouvement est Ã©galement limitÃ©e. Â«Â C
sent en prison iciÂ Â», dÃ©plore Isidore. Ce cultivateur ne sait Ã quoi se rattacher pour retrouver espoir. Il nâ€™a mÃªme pas
lopin de terre.Â Â« A cause de ma vie de rÃ©fugiÃ©s, je ne possÃ¨de rien Â», se dÃ©sole-t-il. Isidore fait partie de ces nomade
malgrÃ© eux, dÃ©placÃ©s de pays en pays depuis lâ€™enfance. Â«Â Mon pÃ¨re est parti en 1972 au Rwanda. RentrÃ©s au
Burundi, nous avons de nouveau fui en 1993, au Congo-BrazzavilleÂ Â». De retour en 1994, il dÃ©couvre que sa maison
est occupÃ©e par les membres dâ€™une autre famille. Â«Â Jâ€™ai portÃ© plainte Ã la Commission nationale des terres et a
biens (CNTB)Â ; dÃ¨s lors les occupants de ma maison mâ€™ont pourchassÃ©Â Â». Câ€™est en sâ€™opposant Ã eux quâ€™
blessÃ© Ã la jambe. Comme beaucoup dâ€™autres exilÃ©s de retour au Burundi, Isidore bÃ©nÃ©ficie alors dâ€™une rÃ©ins
dâ€™un logement dans un camp de rapatriÃ©s au sud du pays, mais il croit savoir que celui-ci a Ã©tÃ© attribuÃ© Ã dâ€™autr
sa fuite en Tanzanie. Bertrand Bertrand, la vingtaine, poursuit son activismeÂ depuis lâ€™exil Ã Kigali. La relative libertÃ©
quâ€™offrent les villes permet aux rÃ©fugiÃ©s de dÃ©velopper des initiatives citoyennes. Â«Â On a un espace oÃ¹ on peut tra
librement pour un avenir meilleur au BurundiÂ ; ne rien faire, ce serait trahir ceux qui sont restÃ©s lÃ -basÂ Â». Il fait partie
duÂ Mouvement international de la jeunesse burundaiseÂ (MIJB), rÃ©cemment crÃ©Ã© par des rÃ©fugiÃ©s de dix-huit Ã 35 a
dÃ©sireux dâ€™agir pour le dÃ©veloppement et la paix au Burundi, au-delÃ des appartenances ethniques.Â Â«Â Le mouvem
est nÃ© de petits rÃ©seaux de gens engagÃ©s. â€¦ Des antennes sont en train dâ€™Ãªtre dÃ©veloppÃ©es dans diffÃ©rents p
les moyens du bordÂ Â». Le MIJB veut Ãªtre le porte-parole de la jeunesse. Â«Â Les jeunes constituent la majoritÃ© des
rÃ©fugiÃ©s et ne doivent pas laisser leur destin entre les mains de personnes de 65 ans qui trainent de vieilles casseroles
â€¦Â Â», dÃ©clare Bertrand. Â«Â Le mouvement veut changer lâ€™image de la jeunesse burundaise. On pense parfois quâ€™
incapable ou irresponsable â€¦ Mais si tu grandis en pensant que tu es incapable, comment tâ€™en sortir ?!Â Â». Pour le jeune
homme, Â«Â chaque gÃ©nÃ©ration a sa missionÂ : câ€™est celle-ci qui doit faire quelque choseÂ Â». Bertrand a quittÃ© le B
fin octobre 2015 avec ses proches. Â«Â Jâ€™avais menÃ©, avec dâ€™autres activistes, des enquÃªtes sur les violations des d
humains. Certains ont eu des problÃ¨mesÂ Ã cause de nos activitÃ©sÂ Â» relate-t-il. Au Rwanda, il nâ€™est pas trÃ¨s inquiet
sa sÃ©curitÃ©. Â«Â Ici, il nâ€™y a pas eu dâ€™attaques contre des rÃ©fugiÃ©s burundais comme en Ouganda et au KenyaÂ
KigaliÂ Â« pour sa proximitÃ© avec Bujumbura et parce que les deux pays sont similaires Â». Bertrand fait part de
diffÃ©rentes initiatives mises en place par des rÃ©fugiÃ©s en milieu urbain, y compris Ã lâ€™extÃ©rieur de KigaliÂ : Â«Â un C
rÃ©fugiÃ©s burundais sâ€™est dÃ©veloppÃ© Ã partir de ButareÂ [lâ€™actuelle Huye, au sud du pays]. Le ministÃ¨re rwanda
des rÃ©fugiÃ©s, le Midimar, a ensuite encouragÃ© cette initiative Ã KigaliÂ Â». Par ailleurs, Â«Â des rÃ©fugiÃ©s sont en train
sâ€™organiserÂ pour essayer de rÃ©pondre aux besoins des Burundais en matiÃ¨re de santÃ©.Â Le Haut-commissariat des
Nations unies pour les rÃ©fugiÃ©s nâ€™aide que les moins de douze ans et les plus de 60 ans â€¦ Les besoins sont Ã©norme
compris en matiÃ¨re dâ€™aide psychologiqueÂ Â». Bertrand partage les interrogations et les doutes de beaucoup de jeunes
activistes. Â«Â Parfois on se demande si on nâ€™a pas fait une erreur stratÃ©gique en ciblant le troisiÃ¨me mandat. Peut-Ãªtre
que câ€™Ã©tait trop flou pour les paysans issus des collines, et quâ€™il aurait mieux valu montrer ce quâ€™il adviendrait si
NkurunzizaÂ partaitÂ Â». Continuer Ã militer requiert une grande dÃ©termination. Â«Â La pauvretÃ© vous Ã©loigne parfois de
autres activistes : câ€™est difficile de se rassembler Ã cause de lâ€™argent. A ce niveau-lÃ , le rÃ©gime nous a battus, car
comment Ãªtre actif quand tu es en mode survieÂ ? En plus, nos passeports burundais expirent petit Ã petitÂ ; alors ceux
qui nâ€™ont pas obtenu de titre de voyage pour rÃ©fugiÃ©s sont bloquÃ©s lÃ oÃ¹ ils sontÂ Â». Si Bertrand continue Ã milite
par dÃ©fiance vis-Ã -vis du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, Â«Â qui fait croire quâ€™il nâ€™y a pas la guerreÂ Â»,Â et par ser
devoir envers son pays. Le jeune homme sâ€™indigne du manque dâ€™action coercitive de la communautÃ© internationale et
lâ€™opposition politique burundaise face Ã la Â«Â machineÂ Â» gÃ©nocidaire que le gouvernement met en place selon lui.
Â«Â Nous ne devons pas tomber dans le piÃ¨ge qui consisterait Ã penser que nous nâ€™avons pas le droit Ã lâ€™autodÃ©fe
CeÂ nâ€™est pas un droit que lâ€™on demande. Ã‡a ne doit pas Ãªtre Ã©crit dans des documents des Nations uniesÂ Â», lan

Â«Â Les violences subies, le sentiment dâ€™injustice, la perte dâ€™autonomie et le dÃ©sÅ“uvrement gÃ©nÃ¨rent frustrations chez certains rÃ©fugiÃ©s.Â Â» Lâ€™accÃ¨s aux services de base â€“ eau potable, soins de santÃ©, Ã©ducation â€“ et la sÃ© enjeux majeurs dans les camps de rÃ©fugiÃ©s. La peur est tangible parmi les Burundais rencontrÃ©s, craignant lâ€™infiltration du Service national de renseignement burundais et des Imbonerakure. De nombreux Ã©lÃ©ments indiquent que ces inquiÃ©tudes sont fondÃ©es. Les rÃ©fugiÃ©s en milieu urbain font face auxÂ mÃªmes menaces du rÃ©gime. Leur quotidien comporte aussi son lot de difficultÃ©s. Lâ€™aide matÃ©rielle y Ã©tant quasi-inexistante, ils sont livrÃ©s Ã eux-mÃªmes. Les violences subies, le sentiment dâ€™injustice, la perte dâ€™autonomie et le dÃ©sÅ“uvrement gÃ©nÃ¨rent frustrations et colÃ¨r certains rÃ©fugiÃ©s. Les jeunes sont particuliÃ¨rement vulnÃ©rables, en milieu urbain comme dans les camps. Tandis que la majoritÃ© se consacre Ã la lutte pour la survie, certains sâ€™engagent dans lâ€™activisme. Face Ã la misÃ¨re et au conflit qu poursuit, dâ€™autres sont tentÃ©s par lâ€™idÃ©e de la rÃ©sistance armÃ©e. International Crisis Group, 19 OCTOBER 201 RÃ©fugiÃ©sÂ burundais : fuir la rÃ©pression Plus de 300 000 Burundais ont fui leur pays depuis avril 2015 pour Ã©chapper Ã rÃ©pression du rÃ©gime de Pierre Nkurunziza. Dans cet article, le premier dâ€™une sÃ©rie de trois, des rÃ©fugiÃ©s burundai partagent leur histoire douloureuse et tentent ainsi de tirer la sonnette dâ€™alarme sur la violence dans leur pays d'origine. Depuis avril 2015,Â plus de 300 000 Burundais ont fui leur pays. La majoritÃ© a moins de 18 ans. Cet exode est le rÃ©sultat de la dÃ©rive autoritaire du rÃ©gime de Bujumbura, qui rÃ©prime violemment les opposants au troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Lâ€™Ã©limination de toute forme de dissonance politique sâ€™inscrit dans le projet du parti au pouvoir de dÃ©manteler lâ€™accord dâ€™Arusha, conclu entre les Ã©lites hutu et tutsi en 2000. En ayant recours Ã un discou ethnicisant et Ã la violence arbitraire, le rÃ©gime cherche Ã diviser les Burundais et Ã rÃ©pandre la peur, et mise sur lâ€™enlisement du conflit pour se maintenir au pouvoir. Cet article, le premier dâ€™une sÃ©rie de trois, donne la parole Ã des rÃ©fugiÃ©sÂ burundaisÂ Â ayant quittÃ© leur pays depuis le dÃ©but de la crise, afin de comprendre les raisons et les conditio de leur fuite.Â Â Dans les articles suivants, les rÃ©fugiÃ©s Ã©voquent leur vie en exil et la faÃ§on dont ils envisagent lâ€™ave Cette enquÃªte unique est le fruit de plus de 50 entretiens menÃ©s entre fÃ©vrier et aoÃ»t 2016 en Tanzanie, en Ouganda, en Belgique, au Kenya, et au Rwanda. Une prÃ©paration minutieuse a Ã©tÃ© nÃ©cessaire pour avoir accÃ¨s aux camps et rencontrer des rÃ©fugiÃ©s sans compromettre leur sÃ©curitÃ©. Les tÃ©moignages sÃ©lectionnÃ©s illustrent la diversitÃ© des parcours des exilÃ©s burundaisÂ ; ils dÃ©voilent des expÃ©riences douloureuses et rÃ©vÃ¨lent leur dÃ©sir de tirer la sonnette dâ€™alarme face Ã la violence du conflit qui frappe leur pays. Lâ€™impact de la crise sur le capital humain du Burundi est dramatique. Le pays se vide peu Ã peu de ses forces vives â€“ Ã©tudiants, membres de la sociÃ©tÃ© civile, journalistes, Ã©li politique et Ã©conomique, cultivateurs. Prendre en considÃ©ration le point de vue des rÃ©fugiÃ©s est essentiel pour enrayer la spirale de la violence. Yvette Yvette, 41 ans, fuit le Burundi en 2015 pour Ã©chapper aux persÃ©cutions et Ã la violence des hommes du rÃ©gime. RÃ©fugiÃ©e pour la troisiÃ¨me fois de sa vie, la Tanzanie est de nouveau sa terre dâ€™accueil. Yv et son mari y avaient dÃ©jÃ trouvÃ© refuge en 1996, Ã cause de la guerre (1993-2005). Contrainte de rentrer au Sud du Burundi en 2012 â€“ la Tanzanie ayant fermÃ© ses derniers camps â€“ elle savait son retour prÃ©maturÃ©. Cette cultivatrice e mÃ¨re de famille expliqueÂ : Â«Â Depuis plusieurs annÃ©es, 2010 au moins, les gens qui ne sont pas membres du parti au pouvoir sont pris pour cible dans cette rÃ©gion. Câ€™est encore pire si tu es tutsi comme moi. A lâ€™Ã©poque dÃ©jÃ , certain Ã©tÃ© tuÃ©sÂ Â». Elle et son mari nâ€™ont jamais adhÃ©rÃ© au Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forc dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), le parti au pouvoir au Burundi depuis 2005. En 2015, tandis que sâ€™organise la mobilisation contre la candidature du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, ils sont pourchassÃ©s par les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti, devenue une vÃ©ritable milice. Â«Â Nous avons dÃ» vivre dans la forÃªtÂ Â»,Â confie-t-elle. Mais les miliciens retrouvent le couple. Â«Â Parce que tu es tutsi, on commencera par toiÂ !Â Â», lancent-ils Ã Yvette. Tenue captive par les hommes de main du rÃ©gime dont des Imbonerakure, elle subit des mauvais traitements physiques et psychologiques, avant dâ€™Ãªtre libÃ©rÃ©e grÃ¢ce Ã lâ€™intervention dâ€™une organisation de la civile. Â«Â Le problÃ¨me ethnique demeure au Burundi Â», estime-t-elle. Â« On mâ€™a parfois demandÃ© comment je pouva Ãªtre encore en vie alors quâ€™on pensait nous avoir â€œtousâ€• tuÃ©s en 1972Â [pendant les massacres de Tutsi Ã Rumon le Sud du pays]Â Â». Cette annÃ©e-lÃ , ses parents sâ€™Ã©taient rÃ©fugiÃ©s dans lâ€™actuelle RÃ©publique dÃ©mocratiq Yvette a grandi. En mai 2015, Yvette apprend que les Burundais peuvent Ã nouveau obtenir lâ€™asile en Tanzanie et dÃ©cide de fuir. La menace la suit jusquâ€™Ã ce quâ€™elle quitte le Burundi : Â«Â A la frontiÃ¨re,Â la police et les Imbonerak voulu mâ€™arrÃªter. Lâ€™armÃ©e sâ€™est interposÃ©e et ils se sont disputÃ©sâ€¦Â Â». Yvette ditÂ Â«Â avoir vuÂ Â»Â des violences physiques et sexuelles Ã la frontiÃ¨re,Â et avoir couru pour y Ã©chapper.Â Â Elle arrive le 20 mai au camp de Nyarugusu. Son mari, restÃ© au Burundi, continue dâ€™Ãªtre menacÃ© et la rejoint.Â Â«Â On lui a dit que sâ€™il revenait au le tueraitÂ Â», rapporte Yvette. Le couple vit avec deux de ses enfants au camp de Mtendeli, oÃ¹ ils ont Ã©tÃ© transfÃ©rÃ©s le mai 2016. Leurs autres enfants sont restÃ©s chez des proches au Burundi. Â BÃ©atrice, trentenaire qui a fui en mai 2015, raconte que Â«Â si tu croisais les militaires burundais, on te frappaitâ€¦ Et on te faisait retourner.Â Aujourdâ€™hui on peut mÃªm te tuer en pleine journÃ©eÂ Â». Vital Nshimirimana Figure majeure du mouvement de contestation du troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Nkurunziza, Vital Nshimirimana quitte le Burundi fin mai 2015. DÃ¨s le dÃ©but des manifestations contre le troisiÃ¨me mandat, en avril, Vital, dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile au Burundi (F et prÃ©sident du mouvement citoyen Halte au troisiÃ¨me mandat, estÂ Â«Â pris pour cibleÂ Â»Â etÂ reÃ§oitÂ Â«Â plusieurs avertissementsÂ Â». Fin avril, il annule un voyage Ã Arusha en Tanzanie, par peur de ne plus pouvoir rentrer au Burundi. Il se rÃ©sout Ã fuir le pays quelques semaines aprÃ¨s le coup dâ€™Etat manquÃ© du 13 mai et la fermeture consÃ©cutive des mÃ©dias indÃ©pendants, Â«Â qui a aggravÃ© la peurÂ Â». Sa famille part le 24 mai malgrÃ© la confiscation de leurs passepo par la Police de lâ€™air, des frontiÃ¨res et des Ã©trangers (PAFE, lâ€™autoritÃ© de lâ€™immigration), et grÃ¢ce Ã un docum voyage valable dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Il les suit clandestinement une semaine plus tard. Vital et ses proches sâ€™installent Ã Kigali au Rwanda, avec le soutien temporaire dâ€™organisations dâ€™aide aux dÃ©fenseurs des droits hum Selon cette figure de la sociÃ©tÃ© civile, le prÃ©sident Nkurunziza prÃ©parait sa reconduction au pouvoirÂ Â« depuis longtempsÂ Â». Vital dÃ©crit lâ€™instrumentalisation de lâ€™appareil judiciaire par le rÃ©gime, la manipulation de lâ€™Ã©lec depuis 2011, la destruction de lâ€™espace politique. Â« DÃ¨s 2005, Pierre Nkurunziza a installÃ© une petite clique autour de

lui, avec des gÃ©nÃ©raux radicaux Ã qui il offre des avantages colossaux, qui sont devenus ultra puissants et se sont substituÃ©s Ã la loi et aux institutionsÂ Â»,Â rapporte-t-il. PrÃ©sident du Conseil supÃ©rieur de la magistrature, NkurunzizaÂ Â«Â nomme tous les magistratsÂ Â». Selon Vital,Â Â«Â le prÃ©sident accorde des privilÃ¨ges Ã ceux qui le serv mais ceux qui servent la justice sont pourchassÃ©sÂ Â». Lâ€™activiste estime que le prÃ©sident burundais Â«Â manipule la question ethnique pour crÃ©er une diversion sur la question centrale, qui reste dâ€™ordre politique, afin de se maintenir au pouvoir et de faire avancer son projet de vengeance Â». Le conflitÂ Â« prend une allure ethnique contre les Tutsi Â»Â depuis octobre-novembre 2015 et Â«Â vise davantage lâ€™armÃ©eÂ Â», affirme Vital.Â Â«Â La population nâ€™est pas acquise Ã cette politique. Tous ceux qui se sont sentis exclus, persÃ©cutÃ©s, sont davantage soudÃ©s. Ã‡a a renforcÃ© la cohÃ©sion entre les communautÃ©s hutu, tutsi, musulmanes, chrÃ©tiennesâ€¦ Â»Â Il nâ€™en est pas moins inquiet pour lâ€™ Â«Â Nkurunziza a mobilisÃ© ceux qui pourraient massacrer des gens en peu de temps.Â Les Imbonerakure, qui sont entrainÃ©s et payÃ©s, sont ceux qui sÃ¨ment la terreur. Â» Vital prÃ©cise toutefois queÂ Â«Â certains Imbonerakure sont pris otageÂ : ils voudraient quitter le groupe, mais ne le font pas par manque de moyens Â». Selon le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forsc, la persÃ©cution des prÃ©tendus opposants sâ€™organise au cas par cas lors de rÃ©unions rassemblant les responsab du rÃ©gime.Â Â«Â Ã‡a occasionne des fuites. Des membres du Service national de renseignement (SNR) â€“ qui ne sont pas toujours bien payÃ©s â€“ fournissent des informations contre une certaine rÃ©tributionÂ ; ou parfois gratuitement. Ã‡a a sauvÃ des vies.Â Â» Robert Etudiant de 29 ans, Robert trouve refuge en OugandaÂ Â«Â pour Ãªtre loin du Burundi et Ã©chapper aux menaces Â»Â aprÃ¨s lâ€™attaque de camps militaires et les rÃ©pressions meurtriÃ¨res du 11 dÃ©cembre 2015 Ã Bujumb Originaire de lâ€™intÃ©rieur du pays, il vivait depuis plusieurs annÃ©es Ã Musaga, un quartier de la capitale dominÃ© par lâ€™opposition. Quand les manifestations contre la candidature du prÃ©sident Ã un troisiÃ¨me mandat commencent, en avril 2015, lâ€™Ã©tudiant y participe. Â« Les Imbonerakure ont vite Ã©tabli une prÃ©sence dans le quartier, dit contestataireÂ ; m partir du 12 dÃ©cembre, le niveau de violence a augmentÃ©Â ; ils portaient gourdins et machettes. La vie Ã Musaga est devenue trÃ¨s difficile. Il y avait des coups de feu tout le temps. DÃ¨s quâ€™on voyait un jeune, on lui tirait dessus ! Des Imbonerakure et des policiers dÃ©fonÃ§aient les portails, entraient dans les maisons pour tuer les gens. Â» Personnellement pris pour cible, RobertÂ Â« trouve un passeport clandestinement Â»Â et quitte le pays. Juste Ã temps.Â Â«Â Des policiers et Imbonerakure sont venus me chercher chez moi, mais jâ€™Ã©tais dÃ©jÃ partiÂ Â».Â Â« On nou dâ€™avoir Ã©tÃ© parmi ceux qui avaient attaquÃ© les camps militaires Â», explique-t-il. Plusieurs de ses amis, Ã©tudiants co lui, sont emprisonnÃ©s.Â Â« On leur a coupÃ© les doigts, on les a tabassÃ©s, on leur a mis du sel dans les yeux, on les a frappÃ©s avec des fibres optiques ou des fils de fer Â», raconte-t-il. Â« Câ€™est le troisiÃ¨me mandat qui a entrainÃ© laÃ criseÂ Â»,Â explique Robert. Les gens se sont levÃ©s parce queÂ Â«Â le soi-disant prÃ©sident voulait violer lâ€™accord dâ€™ArushaÂ et la Constitution Â». Â«Â Face Ã la contestation, le gouvernement a persÃ©cutÃ© les innocents. Â»Â Selon lui avait des signes avant-coureurs Â»Â de cette crise. Â«Â DÃ¨s 2014, les Imbonerakure, dâ€™autres militants du CNDD-FDD e les Ã©lus disaient aux gens que sâ€™ils refusaient le troisiÃ¨me mandat, ils seraient tuÃ©s. A lâ€™Ã©poque dÃ©jÃ , le gouve ciblÃ© Musaga comme quartier contestataire. Les Imbonerakure apposaient des signes rouges sur les maisons des opposantsâ€¦ Â» Le jeune homme rapporte quâ€™Â« on a creusÃ© des fosses communes destinÃ©es â€œÃ ceux quâ€™on dans les provinces de Ruyigi, de Cibitoke et ailleursâ€¦ Du coup, les gens ont eu peur de dire ce quâ€™ils pensaient Â»Â de la candidature du prÃ©sident Nkurunziza. Robert, lui-mÃªme tutsi, relate la tournure ethnique que prend la rÃ©pressionÂ Â«Â depuis dÃ©cembre 2015Â : Ã la suite des attaques des camps militaires, on rÃ©serve un traitement diffÃ© aux Hutu et aux Tutsi arrÃªtÃ©s.Â Les Hutu sont incarcÃ©rÃ©sÂ ; les Tutsi, on les tue. Mais la crise nâ€™est pas ethnique. Câ politiqueÂ Â». Comme ce fut souvent le cas dans le Burundi postindÃ©pendance,Â Â«Â la division ethnique nâ€™est quâ€™u stratÃ©gie du rÃ©gime pour se maintenir au pouvoir Â»,Â affirme Robert. Thomas Thomas, 40 ans, fuit le Burundi en juin 2015.Â Â«Â Quand jâ€™ai compris que Nkurunziza voulait un troisiÃ¨me mandat, jâ€™ai su quâ€™il ne voulait pas la paixÂ Â» pÃ¨re de famille hutu, membre dâ€™un parti dâ€™opposition. Il dÃ©nonce la persÃ©cution des autres mouvements politiques pouvoir burundais :Â Â«Â on empÃªche les meetings des autres partis depuis 2010Â Â»Â dans la province mÃ©ridionale oÃ¹ il vivait.Â Â«Â En mai 2015, les Imbonerakure ont commencÃ© Ã terroriser les habitants qui nâ€™Ã©taient pas membres du CN FDD. Ils Ã©taient de plus en plus nombreux et des renforts arrivaient de Bujumbura. Je savais que ces derniers avaient lâ€™habitude de tuer et que jâ€™allais Ãªtre visÃ© en tant que membre de lâ€™oppositionÂ ; alors jâ€™ai fui au plus viteÂ Â» explique queÂ Â« les Imbonerakure quadrillent les frontiÃ¨res et les principaux axes du pays. Ils arrÃªtent les gens sur le chemin de lâ€™exilÂ Â». Il a Ã©tÃ© contraint de verser 150 000 francs burundais (environ 80 euros) pour permettre Ã ses deu Ã©pouses et ses dix enfants de passer en Tanzanie, en mai 2015. NÃ©anmoins lâ€™argent nâ€™a Â pas permis Ã ce militan dâ€™opposition dâ€™acheter sa libertÃ© : Thomas a Ã©tÃ© empÃªchÃ© de traverser la frontiÃ¨re. Â«Â Jâ€™ai dÃ» retourne Â»,Â raconte-t-il.Â Â«Â Un ami policier mâ€™a alors averti quâ€™on avait payÃ© pour mon assassinat. Il fallait que je parvien quitter le pays. Jâ€™ai fui de nuit en juin 2015Â Â». Thomas retrouve sa famille un mois plus tard au camp de rÃ©fugiÃ©s de Nyarugusu en Tanzanie. Retour Ã une vie de rÃ©fugiÃ© que lâ€™homme connait bien.Â Â«Â Je suis nÃ© dans un camp de r de parents rÃ©fugiÃ©s. Jâ€™ai grandi rÃ©fugiÃ©. Jâ€™ai fui trois fois le Burundi, je me suis mariÃ© dans un camp... Il nâ€™y paix dans mon pays.Â Â» Â«Â En plus dâ€™Ãªtre dÃ©racinÃ©s, nombre dâ€™exilÃ©s burundais arrivent blessÃ©s, traumati dÃ©munis dans leur pays dâ€™accueil.Â Â» CaractÃ©ristiques du sort des rÃ©fugiÃ©s burundais, ces quatre rÃ©cits tÃ©moi la stratÃ©gie de terreur gÃ©nÃ©ralisÃ©e du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et de la peur grandissante face Ã la violence desÂ Imbonerakure, de la police et du SNR. Sur le chemin de lâ€™exil, le danger demeure. Les individus traquÃ©s pour leurs choix politiques ont des difficultÃ©s Ã quitter le territoire. Les points de contrÃ´le et les frontiÃ¨res sont devenus des filtres Ã opposants, mais aussi le thÃ©Ã¢tre dâ€™abus de pouvoir et de violence indiscriminÃ©e par les agents du rÃ©gime. Partir de soudoyer les autoritÃ©s, voyager lÃ©ger ou se mÃ©tamorphoser pour dissimuler sa fuite â€“ autant de stratagÃ¨mes que des citoyens burundais ont dÃ» adopter pour avoir une chance de quitter leur pays. En plus dâ€™Ãªtre dÃ©racinÃ©s, nombre dâ€™ burundais arrivent blessÃ©s,Â traumatisÃ©s ou dÃ©munis dans leur pays dâ€™accueil.